web : cgt-ardennes.fr
mail : cgt@cd08.fr

En action !

JOURNÉE DE GRÈVE ET DE MOBILISATION INTERPROFESSIONNELLE DU 29 SEPTEMBRE

#Rémunération #Action



URGENCE POUR LES SALAIRES URGENCE POUR LA FONCTION PUBLIQUE

Avec une inflation de plus de 6 % sur un an, la situation salariale atteint un niveau insupportable. La fin de l'insouciance et de l'abondance, nous y sommes confronté·es depuis longtemps !

L'augmentation de 3,5 % de la valeur du point d'indice au 1er juillet a marqué une rupture indispensable avec l'absurde politique de gel menée par les gouvernements successifs. Mais le niveau de cette augmentation est clairement insuffisant, d'autant que la montée de l'inflation devrait continuer (jusqu'à frôler les 10 % fin 2022 selon certaines estimations). Dans de nombreux secteurs, en France et dans le monde, les grèves et mouvements sociaux se développent pour l'augmentation des salaires. Après plus d'une décennie de refus obstiné d'augmentation générale pour tou·tes les agent·es de la Fonction publique, les annonces de dégel — très insuffisantes, donc — sont aussi un encouragement à agir pour obtenir plus !

De l'argent disponible pour d'autres choix

De même que le «quoiqu'il en coûte » et ses dizaines de milliards versées sans condition aux grandes entreprises et aux plus riches, la loi « Pouvoir d'achat » et ses plus de 20 milliards démontrent une nouvelle fois qu'il n'y a pas de pénurie de moyens financiers dans notre pays. Mais cette loi reste fondée sur une logique de mesures parcellaires et non contraignantes pour les employeurs. Macron, son gouvernement et sa majorité relative vont devoir finir par accepter la nécessité d'augmenter tous les salaires, seul moyen de faire face à l'inflation et de reconnaître le travail à sa juste valeur!

SALAIRES : LA VÉRITÉ DES CHIFFRES Le gouvernement affirme que 3,5 % d'augmentation de la valeur du point représenteraient un coût de 7 milliards d'euros. En incluant les effets sur les impôts et les rentrées de cotisations sociales, ce coût est en fait de l'ordre de 4,5 milliards pour plus de 5 millions d'agent·es. Pour moins de 400000 contribuables concerné·es, la suppression de l'ISF voulue par Macron représente, elle, 3,5 milliards de manque à gagner fiscal! Parmi ces privilégiés, on trouve les 500 plus grosses fortunes françaises dont le patrimoine représente 1000 milliards d'euros.

AGISSONS POUR GAGNER !

Une augmentation d'au moins 10 % de la valeur du point d'indice avec un effet rétroactif au 1er janvier 2022 ;
• L'indexation de l'évolution de la valeur du point sur celle de l'inflation ;
• Le SMIC à 2 000 € brut;
• Un plan de rattrapage des pertes cumulées ;
• La revalorisation des grilles ;
• L'égalité femmes-hommes avec notamment la revalorisation des métiers et filières à prédominance féminine ;
• L'intégration des primes dans le calcul de la retraite ;
• L'augmentation des pensions à la hauteur des pertes subies ;
• La construction d'une rémunération plus juste pour les agent·es non titulaires ;
• La confirmation des engagements quant à l'effectivité de l'extension du Complément de traitement indiciaire à tou·tes les «oublié·es du Ségur » ;

ALERTE SUR LES RETRAITES ! Le gouvernement ne renonce pas à son projet régressif sur la retraite, avec l'objectif de repousser l'âge de départ au nom de la «nécessité de redresser les comptes publics ». Alors que le financement des retraites n'est pas menacé, il s'agit en réalité de réduire la part financière reposant sur le capital en faisant davantage travailler les salarié·es. N'oublions pas que la réforme combattue en 2019 répondait aux attentes des fonds d'investissement capitalistes comme BlackRock. La CGT milite, elle, pour le maintien des retraites par répartition, le départ à 60 ans à taux plein avec maintien du calcul de la retraite des fonctionnaires sur les 6 derniers mois, pour qu'aucune pension ne soit en dessous du SMIC.

ALERTE SUR LES MISSIONS PUBLIQUES ! La pandémie, le dérèglement climatique (incendies, sécheresse, orages extrêmes...) ont remis en pleine lumière le manque d'effectifs, d'investissements dans les services publics, les conditions de travail dégradées. C'est particulièrement criant à l'hôpital, l'ONF, les SDIS, Météo-France, mais c'est toute la Fonction publique qui est impactée. Cumulée à la perte d'attractivité de la Fonction publique, cette situation entrave la capacité des services publics à répondre aux besoins de la population. Pour nos concitoyen·nes, pour les personnels, il faut investir massivement dans la Fonction publique!

C'EST POURQUOI LA CGT FONCTION PUBLIQUE APPELLE PARTOUT À CONSTRUIRE LA JOURNÉE D'ACTION DANS LA SANTÉ LE 22 SEPTEMBRE ET LA JOURNÉE DE GRÈVE ET DE MOBILISATION INTERPROFESSIONNELLE DU 29 SEPTEMBRE.